



31 juillet 2013

Rapport financier semestriel juin 2013

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Sommaire

Chapitre 1 - Personne responsable

Responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable

Chapitre II - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Comptes consolidés « condensés »

Chapitre III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Chapitre IV – Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Responsables de l'information

Responsable du rapport financier semestriel

M. Michel Lucas, Président directeur général

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 31 juillet 2013



Michel Lucas
Président directeur général

Rapport semestriel d'activité juin 2013

PREMIER SEMESTRE 2013

L'action décisive des banques centrales dans le monde entier a permis de mettre un terme à la spirale négative de 2012. Malgré l'ampleur de l'assouplissement monétaire, l'activité économique peine à repartir. Seuls les Etats-Unis semblent aujourd'hui véritablement sortis de la crise. En Europe, si la dégradation est de moins en moins brutale, la récession se poursuit et cela devrait durer jusqu'à la fin de l'année. De plus, alors qu'ils avaient jusqu'à maintenant bien résisté à la crise économique, les pays émergents peinent à trouver un second souffle. Leurs rythmes de croissance continuent de baisser, pénalisés par le recul de la demande en provenance des pays développés.

Les Etats-Unis donnent le tempo de la sortie de crise. Malgré des mesures d'austérité conséquentes en début d'année, l'activité a résisté. Les hausses d'impôts ont été absorbées par les ménages qui n'ont pas hésité à puiser dans leur épargne, signe de leur confiance retrouvée en l'avenir. Cette amélioration de l'économie reste soutenue par un secteur immobilier en pleine reprise. La hausse des prix se fait conjointement à celle des volumes vendus, ce qui permet un épuisement des stocks et par ricochet une remontée des mises en chantier. Cette accélération de la dynamique de croissance devrait se poursuivre au cours du second semestre, ce qui a incité la Fed à infléchir sa stratégie. Elle envisage désormais de réduire le montant de ses achats mensuels de titres (85 MM\$ actuellement) avant la fin de l'année. Cet ajustement a eu pour conséquence une remontée des taux souverains américains qui ont entraîné ceux du monde entier avec une sortie importante de capitaux des pays émergents. Le mouvement haussier devrait se poursuivre lentement, accompagné par une remontée du dollar face à l'ensemble des monnaies.

En Europe, le positionnement en tant que prêteur en dernier ressort de la BCE a permis une poursuite de la détente sur les marchés financiers tout en soutenant un ralentissement de la dégradation du contexte économique. Malgré la dissipation des craintes de disparition de la monnaie unique, les nuages restent nombreux dans le ciel européen. L'Italie a été confrontée à un blocage politique majeur qui a fini par déboucher sur une coalition fragile laissant craindre un fléchissement dans la volonté d'assainissement des finances publiques. L'autre dossier anxigène est venu de Chypre. La crise bancaire qui a agité le pays a imposé au gouvernement de solliciter l'aide de ses partenaires. Cette dernière a été consentie dans la douleur et au prix d'une restructuration complète du système financier du pays. La mise à contribution des créanciers privés a été fixée comme un préalable indispensable à l'injection de fonds publics. Cette nouvelle approche de la gestion des faillites bancaires devrait désormais être la norme en Europe. Dans le cadre des discussions autour de la création de l'Union bancaire, les Etats européens se sont entendus sur une surveillance unique par la BCE et sur l'uniformisation des règles des pays pour gérer les faillites bancaires. Les discussions sont toutefois loin d'être achevées et la rupture du lien entre risque bancaire et risque souverain qui doit en découler est loin d'être acquise.

Le premier semestre a été marqué en Europe par un revirement de la Commission européenne sur la prépondérance de l'austérité. La contraction des PIB a annihilé une grande partie des efforts consentis par les Etats en difficulté alimentant les craintes d'une récession sans fin, alimentée par les coupes budgétaires à répétition. Si les Etats sont incités à poursuivre leurs réformes structurelles, un délai supplémentaire leur a été accordé pour atteindre leurs objectifs de réduction des déficits publics. Cet ajustement, le maintien d'une politique monétaire accommodante et les premiers résultats des réformes entreprises ont permis à l'économie

européenne d'amorcer une phase de stabilisation. Si les taux de croissance restent en territoire négatif, la chute est de moins en moins brutale et un retour à la croissance est désormais attendu en 2014.

En France, l'équilibre entre austérité et croissance reste délicat à trouver. Les deux années supplémentaires octroyées par la Commission européenne pour atteindre l'objectif de 3% de déficit public vont permettre d'éviter de faire plonger le pays en récession en limitant l'ampleur des coupes budgétaires et des hausses d'impôts. Malgré cela, le gouvernement devra poursuivre les réformes de fond pour assurer la crédibilité de la signature de l'Etat et éviter un choc sur les taux souverains. Toutefois, depuis plusieurs mois, la confiance des entreprises et les carnets de commandes se redressent aidés par la demande mondiale, laissant penser que le point bas économique est atteint. Toutefois, les perspectives de rebond restent limitées et il sera très difficile d'atteindre un taux de croissance positif en 2013.

Au Japon, la banque centrale (BoJ) a mis en place, début avril, une stratégie d'électrochoc, pour tenter de dynamiser l'économie du pays et de lutter contre la déflation. Avec un programme d'achat d'obligations souveraines d'une ampleur historique, la BoJ n'a pas déçu sur sa volonté d'agir. Cette action monétaire succédait à un stimulus budgétaire, et a été suivie d'un plan de réformes structurelles, dont la mise en œuvre devrait débiter à l'automne, qui ont composé les « trois flèches » de la stratégie économique du gouvernement.

Dans les pays émergents, le contexte économique s'est dégradé au cours du premier semestre. La faiblesse de la demande en provenance des pays développés pénalise leurs exportations alors que leur demande intérieure n'est pas suffisamment robuste pour prendre le relais. De plus, les pays dont le modèle de croissance s'appuie sur les matières premières sont impactés par le fléchissement de la Chine, actuellement en pleine réforme pour accélérer la libéralisation de son économie. Malgré les mesures de soutien budgétaire et monétaire adoptées par l'ensemble des pays émergents, cette faiblesse risque de se poursuivre notamment du fait des retraits massifs de capitaux induits par le changement de stratégie de la Fed. La perspective d'une moindre abondance des liquidités dans le monde risque d'accroître le coût du crédit réduisant ainsi le potentiel de hausse des investissements, indispensables au maintien de la dynamique de croissance des dernières années. Le rythme d'augmentation du PIB des pays émergents devrait donc stagner dans les prochains mois avant de se reprendre progressivement en fin d'année, aidé par la sortie de crise de l'Europe et la bonne santé des Etats-Unis.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

Analyse du bilan consolidé

Les principales évolutions du bilan consolidé sont les suivantes :

- Les crédits à la clientèle (hors opérations de pension), y compris les opérations de crédit-bail, s'élevaient au 30 juin 2013 à 135,2 milliards d'euros, en progression de 1,5 % par rapport au 30 juin 2012.
- Les dépôts de la clientèle (hors opérations de pension) ont atteint 107,8 milliards d'euros (+ 2,5 %). L'épargne financière gérée et conservée s'est élevée à 231,1 milliards d'euros.

Les capitaux propres, gages de solidité financière, s'élevaient à 10,7 milliards d'euros.

Au 30 juin 2013, le ratio européen de solvabilité tier one est estimé à 12,2 % et les fonds propres prudentiels tier one à 11 milliards d'euros.

Le CIC, filiale de la BFCM (groupe CM11-CIC), est noté à long terme : A avec perspectives stables par Standard & Poor's, Aa3 avec perspectives négatives par Moody's et A+ avec perspectives stables par Fitch.

Analyse du compte de résultat consolidé

Préambule : Les données à fin juin 2012 ont été retraitées selon la norme IAS 19 R afin de les rendre comparables à celles à fin juin 2013. Cela se traduit au 30 juin 2012 par une baisse des frais généraux de 33 millions d'euros et une hausse de l'impôt de 12 millions d'euros. Les données retraitées sont indiquées par un *.

Le produit net bancaire s'établit à 2 298 millions d'euros contre 2 228 millions d'euros en juin 2012, soit une croissance de 3%.

Les frais généraux s'élevaient à 1 538 millions d'euros (1 490* millions d'euros au premier semestre 2012).

Le coût du risque atteint 145 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 175 millions au 30 juin 2012.

Pour mémoire, les opérations effectuées au cours du premier semestre 2012 concernant les titres souverains grecs (apport des titres souverains éligibles au plan « Participation du Secteur Privé (PSI) adopté le 21 février 2012 et cessions sur le marché des titres reçus en échange) avaient généré une charge de 32 millions en coût du risque.

Après retraitement de l'impact de ces opérations, le coût du risque est pratiquement stable.

Le résultat avant impôt progresse de 3% à 623 millions d'euros contre 603* millions d'euros en juin 2012.

Le résultat net comptable du premier semestre 2013 du groupe CIC s'établit à 422 millions d'euros contre 413* millions d'euros au premier semestre 2012 (+2%).

ANALYSE PAR ACTIVITE

Description des pôles d'activité

La banque de détail regroupe d'une part, le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et d'autre part, les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective pour compte de tiers, épargne salariale, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.

La banque de financement regroupe le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international.

Les activités de marché comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et change (ITAC), ainsi que l'intermédiation boursière.

Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.

La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui bénéficie d'une répartition analytique de ses comptes individuels.

RESULTATS PAR ACTIVITE

Banque de détail

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	juin-12 *	Variation 1S13/1S12*	déc-12
Produit net bancaire	1 648	1 549	6,4%	1 549	6,4%	3 083
Résultat brut d'exploitation	483	374	29,1%	404	19,6%	838
Résultat avant impôt	391	318	23,0%	348	12,4%	743
Résultat net part du groupe	264	217	21,7%	236	11,9%	518

* Après retraitement selon la norme IAS 19R.

Sur le premier semestre 2013, l'activité commerciale poursuit son développement avec une croissance :

- du nombre de clients de 125 518 : particuliers, professionnels et entreprises pour un total de 4 641 051 (+2,8%) ;
- des encours de crédits du réseau bancaire de 1,6% à 103,5 milliards d'euros (dont 0,9% pour l'habitat, 5,0% pour les crédits d'investissement) ;
- des dépôts de 3,8% à 82,8 milliards d'euros
- de l'épargne gérée et conservée de 1,7% à 54,6 milliards d'euros ;
- de l'activité d'assurances IARD (+5,4% du portefeuille à 3 101 707 contrats) ;
- des activités de services (banque à distance : +6,0% à 1 669 007 contrats, téléphonie : +16,8% à 341 102 contrats, télésurveillance : +13,8% à 74 670 contrats,...).

Au niveau du réseau bancaire, le coefficient d'engagement** continue de s'améliorer à 122,3 % contre 124,8 % en juin 2012 afin de répondre aux exigences réglementaires Bâle III.

Au 30 juin 2013, la Banque de détail enregistre un PNB de 1 648 millions d'euros contre 1 549 millions d'euros en juin 2012, en hausse de 6%.

Les frais généraux augmentent de 1,7% par rapport à ceux du premier semestre 2012*.

Le résultat brut d'exploitation (RBE) est de 483 millions d'euros contre 404* millions d'euros en juin 2012.

Le résultat avant impôt passe de 348* millions d'euros à 391 millions.

Le résultat net part du groupe de la banque de détail a atteint 264 millions d'euros.

* *Rapport exprimé en % entre le total des crédits nets et les dépôts bilan réseau.

Banque de financement

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	déc-12
Produit net bancaire	136	152	-10,5%	282
Résultat brut d'exploitation	89	109	-18,3%	194
Résultat avant impôt	77	77	0,0%	130
Résultat net part du groupe	52	52	0,0%	105

Le PNB de la Banque de financement est en recul à 136 millions d'euros contre 152 millions d'euros à la fin du premier semestre 2012.

Son coût du risque enregistre une charge de 12 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une charge de 32 millions d'euros au 30 juin 2012.

Son résultat avant impôt est stable à 77 millions d'euros.

Activités de marché

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	juin-12 *	Variation 1S13/1S12*	déc-12
Produit net bancaire	282	310	-9,0%	310	-9,0%	555
Résultat brut d'exploitation	189	210	-10,0%	213	-11,3%	377
Résultat avant impôt	189	190	-0,5%	193	-2,1%	351
Résultat net part du groupe	116	108	7,4%	110	5,5%	204

* Après retraitement selon la norme IAS 19R.

Le PNB passe de 310 millions au 30 juin 2012 à 282 millions au 30 juin 2013.

Le coût du risque est nul alors qu'il était de 20 millions en 2012.

Il en résulte un résultat avant impôt pratiquement au même niveau que celui de fin juin 2012 à 189 millions d'euros.

Banque privée

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	déc-12
Produit net bancaire	247	248	-0,4%	464
Résultat brut d'exploitation	74	81	-8,6%	130
Résultat avant impôt	72	88	-18,2%	106
Résultat net part du groupe	51	53	-3,8%	62

La Banque privée réalise un PNB au 30 juin 2012 similaire à celui de l'an passé de 247 millions d'euros (248 millions d'euros au 30 juin 2012).

Le coût du risque s'élève à 2 millions d'euros (il était nul en 2012).

Le résultat avant impôt atteint 72 millions d'euros contre 88 millions au 30 juin 2012.

Capital-développement

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	déc-12
Produit net bancaire	65	72	-9,7%	100
Résultat brut d'exploitation	49	55	-10,9%	66
Résultat avant impôt	49	55	-10,9%	66
Résultat net part du groupe	48	56	-14,3%	67

Le PNB s'établit à 65 millions d'euros contre 72 millions fin juin 2012.

Le résultat avant impôt ressort à 49 millions d'euros contre 55 millions d'euros.

Holding

(en millions d'euros)	juin-13	juin-12	Variation 1S13/1S12	déc-12
Produit net bancaire	-80	-103	-22,3%	-224
Résultat brut d'exploitation	-124	-124	0,0%	-289
Résultat avant impôt	-155	-158	-1,9%	-374
Résultat net part du groupe	-112	-112	0,0%	-258

Le PNB du holding du groupe enregistre au premier semestre 2013 :

- Une charge de 67 millions d'euros au titre du financement du fonds de roulement et du coût des titres subordonnés en baisse de 23 millions d'euros par rapport à juin 2012,
- Une charge de 42 millions de financement du plan de développement du réseau,
- des dividendes pour 3 millions,
- une plus-value nette sur des titres de 21 millions.

Les frais généraux progressent de 23 millions d'euros à 44 millions d'euros notamment suite à la reprise à fin juin 2012 de la moitié de la charge enregistrée au titre de l'amende payée par le CIC pour des commissions interbancaires sur les chèques et restituée par l'Autorité de la Concurrence et à la variation de la taxe systémique.

Le coût du risque est nul alors que l'an passé une charge de 33,6 millions d'euros concernant la dette souveraine grecque.

BPM Banca Popolare di Milano : En juin 2013, suite à la mise à jour des paramètres utilisés pour déterminer la valeur d'utilité, une dépréciation complémentaire de 31,6 millions d'euros sur cette participation a été constatée dans la quote-part des résultats mise en équivalence au niveau du holding.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012 présentés dans le document de référence 2012.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouveaux textes comptables en application à partir du 1^{er} janvier 2013 :

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 1 Amendement	Présentation des éléments de détail des OCI	01/01/2013	Limitée
IFRS 7 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2013	Limitée
Amendement	Améliorations annuelles des normes internationales d'information financière IFRS	01/01/2013	Limitée
IAS 12 Amendement	IAS 12 Impôts sur le résultat – Impôt différé: recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2013	Limitée
IFRS 13	Evaluation à la juste valeur	01/01/2013	Limitée

Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées :

IAS 32 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014	Limitée
IFRS 10/11/12 IAS 28	Normes relatives à la consolidation et à l'information financière des entités non consolidées	01/01/2014	Limitée

Evolution du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2013 :

Néant.

PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre parties liées qui ont eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours figurent en note 39 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2013.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013

RISQUES

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le groupe par rapport aux facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite aux pages 71 à 83 dans le chapitre Eléments financiers du document de référence et rapport financier annuel 2012, à l'exception du risque de crédit et des risques souverains.

Risque de crédit

Conformément à la demande du superviseur et du régulateur de marché, il est présenté en note 10b de l'annexe aux comptes consolidés, les expositions sensibles basées sur les recommandations du Financial Stability Board.

Risques souverains

Le Groupe CIC communique en date du 31/07/2013 sur son site internet, les encours nets sur les dettes souveraines au 30 juin 2013. Ces encours et les informations détaillées figurent en note 7a de l'annexe aux comptes consolidés CIC.

INCERTITUDES

Au cours du second semestre, nous tablons sur une légère amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées tirées par les Etats-Unis, tandis que les pays émergents peineront à se stabiliser. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- **Une sortie de politique monétaire accommodante non maîtrisée par la Fed :** l'institution américaine a sifflé la fin de la partie et s'apprête à réduire progressivement son soutien à l'économie américaine. Si le chemin a été parfaitement balisé et devrait se faire lentement, un risque d'emballement des taux américains à la hausse ne peut être totalement écarté. Dans ce cas, l'impact serait majeur sur l'économie des Etats-Unis qui risquerait de rechuter rapidement. En effet, une forte augmentation des taux pénaliserait l'immobilier et la consommation, les deux principaux moteurs de la reprise ;
- **Un retour de flamme en Europe :** l'intervention décisive de la BCE a permis d'apaiser les tensions sur les dettes des Etats. Cette détente a donné l'air aux gouvernements, leur permettant d'étaler dans le temps leurs efforts pour réduire les déficits publics. Si cet ajustement est le bienvenu pour favoriser un retour en territoire positif du taux de croissance, les gouvernements ne doivent pas abandonner les réformes qui permettront de crédibiliser à long terme la soutenabilité de leurs finances publiques. Dans le cas contraire, les créanciers pourraient se détourner de nouveau des pays périphériques rallumant un incendie difficilement maîtrisable ;
- **Un atterrissage brutal de l'économie chinoise :** la nouvelle classe dirigeante a décidé d'accélérer la réforme du pays pour parvenir à autonomiser sa dynamique de croissance,

aujourd'hui totalement dépendante des exportations et des investissements. Si cette stratégie devrait s'avérer payante, elle suppose de sacrifier une partie de la croissance à court terme notamment en adoptant une politique stricte vis-à-vis des banques et des règles d'octrois de crédit qui ont alimenté plusieurs bulles. Ce durcissement risque toutefois de déclencher une crise bancaire d'envergure qui pénaliserait fortement l'activité économique et menacerait les finances des collectivités locales fortement dépendantes des crédits. Un tel choc aurait des répercussions sur le monde entier notamment en faisant baisser les prix de nombreuses matières premières dont la Chine est désormais le principal consommateur.

- **Une forte hausse du prix du baril de pétrole** : l'instabilité politique au Moyen-Orient pourrait provoquer un nouvel emballement du prix du pétrole. Un choc sur les cours menacerait la reprise mondiale en impactant négativement le pouvoir d'achat et la confiance des ménages.

Comptes consolidés condensés

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2013**

GROUPE CIC

ETATS FINANCIERS

ACTIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012
Caisses, Banques centrales - Actif	4	6 835	7 543
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5	32 506	27 809
Instruments dérivés de couverture - Actif	6	77	117
Actifs financiers disponibles à la vente	7	11 689	13 492
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	29 226	33 029
Prêts et créances sur la clientèle	8	135 163	132 890
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	694	884
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10	140	67
Actifs d'impôt courant	11	365	459
Actifs d'impôt différé	12	532	604
Comptes de régularisation et actifs divers	13	13 738	15 446
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14	1 450	1 497
Immeubles de placement	15	28	28
Immobilisations corporelles et location financement preneur	16	1 509	1 542
Immobilisations incorporelles	17	235	237
Ecarts d'acquisition	18	86	88
Total de l'actif		234 273	235 732

GROUPE CIC

PASSIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012
Banques centrales - Passif	19	358	343
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	20	29 875	26 693
Instruments dérivés de couverture - Passif	6	1 685	2 240
Dettes envers les établissements de crédit	19	53 505	57 405
Dettes envers la clientèle	21	107 819	108 162
Dettes représentées par un titre	22	17 328	17 016
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	(920)	(1 260)
Passifs d'impôt courant	11	214	224
Passifs d'impôt différé	12	245	245
Comptes de régularisation et passifs divers	23	9 185	9 803
Provisions	24	964	934
Dettes subordonnées	25	3 337	3 459
Capitaux propres		10 678	10 468
. Capitaux propres - Part du groupe		10 576	10 362
- Capital souscrit		608	608
- Primes d'émission		1 088	1 088
- Réserves consolidées		8 643	8 229
- Gains ou pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	26a	(182)	(261)
- Résultat de l'exercice		419	698
. Capitaux propres - Intérêts minoritaires		102	106
Total du passif		234 273	235 732

GROUPE CIC

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012
Produits d'intérêts et assimilés	28	3 888	4 271
Charges d'intérêts et assimilés	28	(2 624)	(3 585)
Commissions (produits)	29	1 124	1 063
Commissions (charges)	29	(238)	(235)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30	(31)	722
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	31	169	13
Produits des autres activités	32	62	62
Charges des autres activités	32	(52)	(83)
Produit Net Bancaire		2 298	2 228
Charges de personnel	33a	(893)	(894)
Autres charges administratives	33c	(565)	(546)
Dotations aux amortissements	34	(80)	(83)
Résultat Brut d'Exploitation		760	705
Coût du risque	35	(145)	(175)
Résultat d'Exploitation		615	530
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	14	7	32
Gains ou pertes nets sur autres actifs	36	1	8
Résultat avant impôt		623	570
Impôts sur les bénéfices	37	(201)	(178)
Résultat net		422	392
Résultat net - Intérêts minoritaires		3	18
Résultat net - part du groupe		419	374
Résultat par action en euros	38	11,08	9,90
Résultat dilué par action en euros	38	11,08	9,90

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net	422	392
Ecart de conversion	(3)	14
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	79	303
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	7	(2)
Réévaluations des immobilisations		
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	(5)	27
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	78	342
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	0	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	78	342
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	500	734
Dont part du Groupe	497	697
Dont intérêts minoritaires	3	37

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

Groupe CIC
30 juin 2013

(en millions d'euros)	Capitaux propres, part du groupe										Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Elimination des titres auto-détenus	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat Exercice	Total	Intérêts Minoritaires		
					Ecarts de Conversion	Actifs DALV (2)	Inst. de couverture					
Solde au 31.12.2011 - Publié	608	1 088	(55)	7 998	0	(949)	(18)	0	555	9 227	280	9 507
Incidence de changement de méthode comptable (2)				(8)				(26)		(34)	0	(34)
Solde au 31.12.2011 - Pro forma	608	1 088	(55)	7 990	0	(949)	(18)	(26)	555	9 193	280	9 473
Solde au 01.01.2012	608	1 088	(55)	7 990	0	(949)	(18)	(26)	555	9 193	280	9 473
Affectation du résultat de l'exercice précédent				555					(555)	0		0
Distribution de dividendes				(246)					(246)		(16)	(262)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	309	0	0	0	0	(555)	(246)	(16)	(262)
Résultat consolidé de la période						312	(2)		374	310	18	328
Variations de juste valeur des actifs DALV (3)					13					13		13
Variations des taux de conversion												
Sous-total	0	0	0	0	13	312	(2)	0	374	697	36	733
Effets des changements de périmètre											(8)	(8)
Autres variations (4)				(35)						(4)	(1)	(5)
Solde au 30.06.2012	608	1 088	(55)	8 264	44	(637)	(20)	(26)	374	9 640	291	9 931
Incidence de changement de méthode comptable (2)								(18)	21	3		3
Solde au 30.06.2012 - Retraité	608	1 088	(55)	8 264	44	(637)	(20)	(44)	395	9 643	291	9 934
Solde au 01.07.2012	608	1 088	(55)	8 264	44	(637)	(20)	(44)	395	9 643	291	9 934
Résultat consolidé de la période						459			303	303	6	309
Variations de juste valeur des actifs DALV (3)								(8)		459	41	500
Variations des écarts actuariels								(8)		(8)		(8)
Variations des taux de conversion					(15)					(15)		(15)
Sous-total	0	0	0	0	(15)	459	0	(8)	303	739	47	786
Restructurations & cessions internes d'actifs				(1)						(1)		(1)
Effets des changements de périmètre				25		(40)				(15)	(233)	(248)
Autres variations				(4)						(4)	1	(3)
Solde au 31.12.2012	608	1 088	(55)	8 284	29	(218)	(20)	(52)	698	10 362	106	10 468
Solde au 01.01.2013	608	1 088	(55)	8 284	29	(218)	(20)	(52)	698	10 362	106	10 468
Affectation du résultat de l'exercice précédent				698					(698)	0		0
Distribution de dividendes				(283)					0	(283)	(6)	(289)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	415	0	0	0	0	(698)	(283)	(6)	(289)
Résultat consolidé de la période						74	7		419	419	3	422
Variations de juste valeur des actifs DALV (3)									81	81		81
Variations des écarts actuariels									0	0		0
Variations des taux de conversion					(3)					(3)		(3)
Sous-total	0	0	0	0	(3)	74	7	0	419	497	3	500
Autres variations				(1)	1				0	(1)		(1)
Solde au 30.06.2013	608	1 088	(55)	8 698	27	(144)	(13)	(52)	419	10 576	102	10 678

(1) Les réserves sont constituées, au 30 juin 2013, par la réserve légale pour 61 millions d'euros, la réserve spéciale des plus values à long terme pour 287 millions d'euros, le report à nouveau pour 3 081 millions d'euros, les autres réserves du CIC pour 320 millions d'euros et les réserves consolidées pour 4 948 millions d'euros.

(2) Application de la norme IAS19 révisée

(3) DALV : Disponible à la vente

(4) L'écart de conversion de 31 millions d'euros était compris au 31 décembre 2011 dans les réserves. Ce montant a été transféré vers les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres en 2012 au niveau de la ligne "Autres variations".

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE		1er sem. 2013	1er sem. 2012
en millions d'euros			
Résultat net		422	392
Impôts		201	178
Résultat avant impôts		623	570
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		80	83
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			16
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations		-34	-334
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-7	-32
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		-44	-1
+/- (Produits)/charges des activités de financement			
+/- Autres mouvements		-188	838
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		-193	570
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-3 990	-6 088
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		-2 953	3 882
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		1 196	903
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		1 078	3 088
- impôts versés		-105	-14
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-4 774	1 771
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)		-4 344	2 911
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		-14	6
+/- Flux liés aux immeubles de placement		-1	-4
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-47	-30
Total flux net de trésorerie généré lié aux activités d'investissement (B)		-62	-28
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	(1)	-240	-210
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)	(2)	-64	58
Total flux net de trésorerie généré lié aux opérations de financement (C)		-304	-152
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		27	4
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)		-4 683	2 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)		-4 344	2 911
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)		-62	-28
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)		-304	-152
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		27	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		13 745	9 185
Caisse, banques centrales (actif & passif)		7 200	3 457
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		6 545	5 728
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		9 062	11 920
Caisse, banques centrales (actif & passif)		6 478	2 987
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		2 584	8 933
Variation de la trésorerie nette		-4 683	2 735

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment :

- les dividendes versés par le CIC à ses actionnaires pour un montant de (283) millions d'euros au titre de l'exercice 2012,
- les dividendes versés aux actionnaires minoritaires pour un montant de (6) millions d'euros,
- les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence pour un montant de 50 millions d'euros.

(2) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement comprennent :

- l'émission et le remboursement d'emprunts obligataires pour un montant net de 55 millions d'euros,
- le remboursement de titres subordonnés pour (119) millions d'euros

NOTES DE L'ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

Les notes sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012 présentés dans le document de référence 2012.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouveaux textes comptables en application à partir du 1er janvier 2013

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 1 Amendement	Présentation des éléments de détail des OCI	01/01/2013	Limitée
IFRS 7 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2013	Limitée
Amendement	Améliorations annuelles des normes internationales d'information financière IFRS	01/01/2013	Limitée
IAS 12 Amendement	IAS 12 Impôts sur le résultat – Impôt différé: recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2013	Limitée
IFRS 13	Evaluation à la juste valeur	01/01/2013	Limitée

Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées

IAS 32 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014	Limitée
IFRS 10/11/12 IAS 28	Normes relatives à la consolidation et à l'information financière des entités non consolidées	01/01/2014	Limitée

NOTE 2 - Périmètre de consolidation

Sociétés	Devise	30.06.2013			31.12.2012		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
Société consolidante : Crédit Industriel et Commercial - CIC							
A. Réseau bancaire							
Banques régionales							
CIC Est	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Nord Ouest	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Ouest	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Sud Ouest	(i)	100	100	IG	100	100	IG
B. Filiales du réseau bancaire							
Banca Popolare di Milano (1)		7	7	ME	7	7	ME
CM-CIC Asset Management		24	24	ME	24	24	ME
CM-CIC Bail	(i)	99	99	IG	99	99	IG
CM-CIC Epargne salariale	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Factor	(i)	96	96	IG	96	96	IG
CM-CIC Gestion	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Lease		54	54	IG	54	54	IG
CM-CIC Leasing Benelux		100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Leasing GMBH		100	99	IG	100	99	IG
Saint-Pierre SNC	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Sofim	(i)	100	100	IG	100	100	IG
C. Banque de financement et activité de marché							
Cigogne Management		60	60	IG	60	60	IG
CMCIC Securities	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF		100	100	IG	100	100	IG
Divhold		100	100	IG	100	100	IG
Lafayette CLO 1 Ltd		100	100	IG	100	100	IG

GROUPE CIC

D. Banque privée							
Banque CIC (Suisse)	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Banque de Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Belgium		100	100	IG	100	99	IG
Banque Transatlantique Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Singapore Private Ltc	SGD	100	100	IG	100	100	IG
Dubly-Douilheth		67	67	IG	63	63	IG
Transatlantique Gestion	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Banque Pasche							
Banque Pasche	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Agefor SA	CHF	70	70	IG	70	70	IG
Alternative Gestion SA	CHF	45	62	ME	45	62	ME
Banque Pasche (Liechtenstein) AG	CHF	53	53	IG	53	53	IG
Banque Pasche Monaco SAM		100	100	IG	100	100	IG
Calypso Management Company	USD	70	70	IG	70	70	IG
LRM Advisory SA	USD	70	70	IG	70	70	IG
Pasche Bank & Trust Ltd	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Pasche Finance SA	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Serficom Brasil Gestao de Recursos Ltda	BRL	50	50	IG	50	50	IG
Serficom Family Office Brasil Gestao de Recu	BRL	52	52	IG	52	52	IG
Serficom Family Office Inc	USD	100	100	IG	100	100	IG
Serficom Family Office SA	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Valeroso Management Ltd	USD	100	100	IG	100	100	IG
E. Capital Développement							
CM-CIC Capital Finance	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Capital Innovation		100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Conseil	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Investissement		100	100	IG	100	100	IG
Sudinnova		66	66	IG	66	66	IG
F. Structure et logistique							
Adepi	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Migrations	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Participations	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Cicor	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Cicoval	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Efsa	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Gesteurop	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Gestunion 2	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Gestunion 3	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Gestunion 4	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Impex Finance	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Marsovalor	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Pargestion 2	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Pargestion 4	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Placinvest	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Sofiholding 2	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Sofiholding 3	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Sofiholding 4	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Sofinaction	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Ufigestion 2	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Ugépar Service	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Valimar 2	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Valimar 4	(i)	100	100	IG	100	100	IG
VTP1	(i)	100	100	IG	100	100	IG
VTP5	(i)	100	100	IG	100	100	IG
G - Sociétés d'assurance							
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)**		21	21	ME	21	21	ME

* Méthode : IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidée ; FU = fusionnée

** Sur la base des états financiers consolidés

(i) = sociétés membres du groupe fiscal constitué par le CIC

(1) les Fondazione Cassa di Risparmio di Alessandria et CIC ont chacun le statut de partenaire stratégique et ont de plein droit un poste au conseil de surveillance et un poste au comité des nominations.

De ce fait, il est estimé une influence notable du CIC avec pour conséquence une consolidation par mise en équivalence.

Dans le cadre de son métier de financement, le CIC détient des entités ad hoc de financement d'actifs. La consolidation de ces entités a été estimée non significative.

Informations sur les implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 14 avril 2012 : le Groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009.

NOTE 3 - Répartition du bilan et du compte de résultat par activité et par zone géographique

Principes de répartition des activités

► La banque de détail regroupe a) le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et b) les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective pour compte de tiers, épargne salariale, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.

► La banque de financement et les activités de marché regroupent a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et b) les activités de marché qui comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et change (ITAC) ainsi que l'intermédiation boursière.

► Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

► Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.

► La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui bénéficie d'une répartition analytique de ses comptes individuels.

Répartition du compte de résultat par activité

1er sem. 2013	banque de détail	banque de financement et de marché	banque privée	capital développpt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 648	418	247	65	(80)	2 298
Frais généraux	(1 165)	(140)	(173)	(16)	(44)	(1 538)
Résultat brut d'exploitation	483	278	74	49	(124)	760
Coût du risque *	(131)	(12)	(2)			(145)
Gains sur autres actifs (1)	39				(31)	8
Résultat avant impôt	391	266	72	49	(155)	623

1er sem. 2012	banque de détail	banque de financement et de marché	banque privée	capital développpt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 549	462	248	72	(103)	2 228
Frais généraux	(1 175)	(143)	(167)	(17)	(21)	(1 523)
Résultat brut d'exploitation	374	319	81	55	(124)	705
Coût du risque	(89)	(52)			(34)	(175)
Gains sur autres actifs (1)	33		7			40
Résultat avant impôt	318	267	88	55	(158)	570

(1) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

Répartition du compte de résultat par zone géographique

	1er sem. 2013				1er sem. 2012			
	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total
Produit net bancaire	1 983	225	90	2 298	1 913	239	76	2 228
Frais généraux	(1 361)	(141)	(36)	(1 538)	(1 354)	(137)	(32)	(1 523)
Résultat brut d'exploitation	622	84	54	760	559	102	44	705
Coût du risque	(151)	(4)	10	(145)	(135)	(10)	(30)	(175)
Gains sur autres actifs (2)	25	(17)	0	8	54	(14)	(0)	40
Résultat avant impôt	496	63	64	623	478	78	14	570

(1) USA et Singapour

(2) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales et prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	6 487	7 204
<i>dont réserves obligatoires</i>	486	897
Caisse	348	339
Total	6 835	7 543
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	7 553	9 540
Prêts	16 563	17 878
Autres créances	1 111	1 303
Titres non cotés sur un marché actif	1 482	2 201
Pensions	1 893	1 360
Créances dépréciées sur base individuelle	785	925
Créances rattachées	81	102
Dépréciations	(242)	(280)
Total	29 226	33 029
dont prêts participatifs	150	161
dont prêts subordonnés (1)	760	751

(1) dont un PSDI de 750 millions d'euros avec la BFCM

NOTE 5 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	31.12.2012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	14 052	12 249
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	18 454	15 560
Total	32 506	27 809

NOTE 5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

	30.06.2013	31.12.2012
Titres		
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	60	67
- Non cotés	0	0
Actions et autres titres à revenu variable (1)		
- Cotés	253	162
- Non cotés	1 662	1 708
- Instruments dérivés de transaction	0	0
Autres actifs financiers		
- Pensions	12 077	10 312
- Autres prêts et comptes à terme	0	0
Total	14 052	12 249

(1) Les titres du métier de capital développement sont en juste valeur par résultat. Ils représentent la quasi-totalité de cette ligne

NOTE 5b - Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2013	31.12.2012
Titres		
Effets publics	2 413	1 644
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	9 720	11 181
- Non cotés	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	498	317
- Non cotés	0	0
Instruments dérivés de transaction	5 823	2 418
Total	18 454	15 560

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondent à des actifs financiers détenus dans le cadre des activités de marché.

GROUPE CIC

NOTE 5c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2013			31.12.2012		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instruments de taux</i>						
- Swaps	203 810	4 782	6 745	203 556	1 637	4 286
- Autres contrats fermes	22 472	7	2	13 044	4	2
- Options et instruments conditionnels	22 104	53	50	22 703	81	71
<i>Instruments de change</i>						
- Swaps	56 271	20	61	64 387	20	71
- Autres contrats fermes	66	372	352	10 813	394	391
- Options et instruments conditionnels	19 865	59	57	16 193	52	51
<i>Autres que taux et change</i>						
- Swaps	13 825	71	125	13 553	74	138
- Autres contrats fermes	1 623	0	0	1 744	0	0
- Options et instruments conditionnels	20 586	459	447	4 546	156	159
Sous-total	360 622	5 823	7 839	350 539	2 418	5 169
Instruments dérivés de couverture						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
- Swaps	8 875	73	1 662	10 034	114	2 208
- Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
- Options et instruments conditionnels	1	0		1	0	
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
- Swaps	208	4	23	165	3	32
- Autres contrats fermes	0			0		
- Options et instruments conditionnels	0	0		0	0	
Sous-total	9 084	77	1 685	10 200	117	2 240
Total	369 706	5 900	9 524	360 739	2 535	7 409

NOTE 5d - Hiérarchie de la juste valeur

	30.06.2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponible à la vente (DALV)				
- Effets publics et valeurs assimilées	7 386	0	0	7 386
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 208	330	180	3 718
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	58	0	86	144
- Participations et ATDLT	44	7	191	242
- Parts dans les entreprises liées	0	18	181	199
Transaction / JVO				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 892	53	468	2 413
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	8 497	696	527	9 720
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	60	0	0	60
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	490	0	8	498
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	209	0	1 706	1 915
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	7 894	0	7 894
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 183	0	4 183
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	45	5 611	167	5 823
Instruments dérivés de couverture	0	73	4	77
Total	21 889	18 865	3 518	44 272
Passifs financiers				
Transaction / JVO				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	17 727	0	17 727
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	947	0	947
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	332	0	332
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 038	7 668	163	10 869
Instruments dérivés de couverture	0	1 662	23	1 685
Total	3 038	28 336	186	31 560

Niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

Niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.

Niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de transaction classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

GROUPE CIC

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

	31.12.2012			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers				
Disponible à la vente (DALV)				
- Effets publics et valeurs assimilées	8 815	32	0	8 847
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 703	250	76	4 029
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	53	0	98	151
- Participations et ATDLT	69	7	185	261
- Parts dans les entreprises liées	0	18	186	204
Transaction / JVO				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 558	86	0	1 644
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	10 124	664	393	11 181
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	63	0	4	67
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	307	0	10	317
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	116	0	1 754	1 870
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 802	0	5 802
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 510	0	4 510
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	37	2 281	100	2 418
- Instruments dérivés de couverture	0	114	3	117
Total	24 845	13 764	2 809	41 418
Passifs financiers				
Transaction / JVO				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	18 880	0	18 880
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	604	0	604
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	24	0	24
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 082	5 015	88	7 185
- Instruments dérivés de couverture	0	2 208	32	2 240
Total	2 082	26 731	120	28 933

NOTE 6 - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie	4	23	3	32
- Dont la variation de valeur est enregistrée en capitaux propres	4	23	3	32
- Dont la variation de valeur est enregistrée en résultat				
Couverture de juste valeur	73	1 662	114	2 208
Total	77	1 685	117	2 240

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013	31.12.2012
Effets publics	7 306	8 746
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	3 419	3 592
- Non cotés	281	414
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	56	63
- Non cotés	91	93
Titres immobilisés		
- Titres de participation		
Cotés	35	59
Non cotés	69	67
- Autres titres détenus à long terme		
Cotés	3	3
Non cotés	131	128
- Parts dans les entreprises liées		
Cotés	0	(0)
Non cotés	190	199
- Ecart de conversion	0	0
- Titres prêtés	4	4
Créances rattachées	104	124
Total	11 689	13 492
Dont plus/moins values latentes (nettes d'impôts) sur obligations et autres titres à revenu fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres	(340)	(429)
Dont plus/moins values latentes (nettes d'impôts) sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres	83	90
Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe	(29)	(25)
Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés	(75)	(81)

Dépréciation des actions :

Les actions ont fait l'objet d'une revue pour déceler des dépréciations. Celles-ci sont constatées pour les actions cotées en cas de baisse significative (dévalorisation d'au moins 50% par rapport à son coût d'acquisition) ou prolongée (36 mois) du cours en dessous de son prix de revient.

Aucune dépréciation n'a été constatée en résultat au 30 juin 2013 contre une reprise de dépréciation de 332 millions d'euros au titre de l'exercice 2012.

NOTE 7a - Expositions au risque souverain

Expositions souveraines

Encours nets comptables au 30 juin 2013 **	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	6		199	16
Actifs disponibles à la vente	63	85	11	3 455
Total	69	85	210	3 471
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an			125	
1 à 3 ans	13		43	2 630
3 à 5 ans	50		17	278
5 à 10 ans	2	85	14	316
Sup à 10 ans	4		11	247
Total	69	85	210	3 471
Encours nets comptables au 31 décembre 2012				
Actifs à la juste valeur par résultat			204	39
Actifs disponibles à la vente	63	85	16	3 472
Total	63	85	220	3 511
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an			81	30
1 à 3 ans	13		81	2 645
3 à 5 ans			29	206
5 à 10 ans	50	85	13	382
Sup à 10 ans			16	248
Total	63	85	220	3 511

* Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale.

** Encours nets de CDS acheteurs de protection

GROUPE CIC

NOTE 8 - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
Créances saines		
- Créances commerciales	3 797	3 879
<i>Dont affacturage</i>	2 225	2 456
- Autres concours à la clientèle		
- Crédits à l'habitat	63 052	62 294
- Autres concours et créances diverses	55 410	54 726
- Pensions	818	794
Créances rattachées	253	249
Titres non cotés sur un marché actif	532	245
Créances dépréciées sur base individuelle	5 021	4 703
Dépréciations sur base individuelle	(2 484)	(2 497)
Dépréciations sur base collective	(154)	(143)
Sous-total	126 245	124 250
Location financement (investissement net)		
- Mobilier	5 341	5 253
- Immobilier	3 351	3 144
Créances dépréciées sur base individuelle	362	373
Dépréciations sur base individuelle	(136)	(130)
Sous-total	8 918	8 640
Total	135 163	132 890
Dont prêts participatifs	12	11
Dont prêts subordonnés	33	13

Opérations de location financement avec la clientèle

	Ouverture	Acquisition	Cession	Autres	Clôture
Valeur brute comptable	8 770	925	(635)	(6)	9 054
Dépréciations des loyers non recouvrables	(130)	(20)	14	0	(136)
Valeur nette comptable	8 640	905	(621)	(6)	8 918

NOTE 9 - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	30.06.2013		31.12.2012		Variation de juste valeur
	Actif	Passif	Actif	Passif	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuille	694	(920)	884	(1 260)	(190)

NOTE 10 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2013	31.12.2012
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	156	81
Créances rattachées	0	0
Total Brut	156	81
Dépréciations	(16)	(14)
Total Net	140	67

NOTE 10a - Variation des dépréciations

	Ouverture	Dotations	Reprises	Autres	Clôture
Prêts et créances Etablissements de crédit	(280)	(0)	18	20	(242)
Prêts et créances sur la clientèle	(2 770)	(353)	347	2	(2 774)
Titres disponibles à la vente	(106)	(2)	1	3	(104)
Titres détenus jusqu'à l'échéance	(14)	(2)	0	(0)	(16)
Total	(3 170)	(357)	366	25	(3 136)

GROUPE CIC

NOTE 10b - Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB

Les portefeuilles de trading et AFS ont été valorisés au prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

SYNTHESE	30.06.2013	31.12.2012
RMBS	2 207	2 391
CMBS	539	333
CLO	1 098	943
Autres ABS	789	731
CLO couverts par des CDS	711	833
Autres ABS couverts par des CDS	23	25
Lignes de liquidité des programmes ABCP	273	351
Total	5 640	5 607

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions RMBS, CMBS, CLO et autres ABS

30.06.2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	829	476	267	489	2 061
AFS	411	63	109	150	733
Loans	967		722	150	1 839
Total	2 207	539	1 098	789	4 633
France		2		442	444
Espagne	107			42	149
Royaume Uni	258			100	358
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	805	88	694	180	1 767
USA	959	449	404	25	1 837
Autres	78				78
Total	2 207	539	1 098	789	4 633
US Agencies	284				284
AAA	605	453	754	502	2 314
AA	276		280	68	624
A	185	21	39	126	371
BBB	76	65	7	34	182
BB	92		15	13	120
Inférieur ou égal à B	689			46	735
Non noté			3		3
Total	2 207	539	1 098	789	4 633
Origination 2005 et avant	361	286		19	666
Origination 2006	370	111	162	32	675
Origination 2007	725	117	419	51	1 312
Origination depuis 2008	751	25	517	687	1 980
Total	2 207	539	1 098	789	4 633

31.12.2012	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	921	269	15	505	1 710
AFS	478	64	29	75	646
Loans	992		899	151	2 042
Total	2 391	333	943	731	4 398
France	1	2		519	522
Espagne	105			68	173
Royaume Uni	244			47	291
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	706	64	664	72	1 506
USA	1 232	267	279	25	1 803
Autres	103				103
Total	2 391	333	943	731	4 398
US Agencies	447				447
AAA	546	259	383	462	1 650
AA	239		488	53	780
A	188	10	47	150	395
BBB	66	64	12	19	161
BB	101		13		114
Inférieur ou égal à B	804			47	851
Non noté					
Total	2 391	333	943	731	4 398
Origination 2005 et avant	400	98		28	526
Origination 2006	508	60	180	45	793
Origination 2007	746	175	418	60	1 399
Origination depuis 2008	737	0	345	598	1 680
Total	2 391	333	943	731	4 398

GROUPE CIC

NOTE 11 - Impôts courants ou exigibles

	30.06.2013	31.12.2012
Actif	365	459
Passif	214	224

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

NOTE 12 - Impôts différés

	30.06.2013	31.12.2012
Actif (par résultat) (1)	339	370
Actif (par capitaux propres)	193	234
Passif (par résultat)	242	239
Passif (par capitaux propres)	3	6

(1) dont 65 millions d'euros concernant CIC New York

NOTE 13 - Compte de régularisation et actifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	60	81
Comptes d'ajustement sur devises	13	33
Produits à recevoir	396	350
Comptes de régularisation divers	1 440	1 622
Sous-total	1 909	2 086
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	196	58
Dépôts de garantie versés	5 885	7 371
Débiteurs divers	5 716	5 903
Stocks et assimilés	3	2
Autres emplois divers	29	26
Sous-total	11 829	13 360
Total	13 738	15 446

Les comptes de régularisation ainsi que les comptes de débiteurs divers sont principalement composés de comptes de passage de systèmes de paiement interbancaires, notamment SIT.

Les comptes de charges à payer et de produits à recevoir concernent les charges de personnel et les frais généraux et ne concernent pas les prêts et les emprunts pour lesquels les intérêts courus non échus constituent des dettes et des créances rattachées.

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans l'actif net des entreprises mises en équivalence

		30.06.2013			31.12.2012		
		Quote-part détenue	Réserves	Résultat	Quote-part détenue	Réserves	Résultat
Groupe ACM (1)	Non coté	20,52%	1 297	56	20,52%	1 246	108
Banca Popolare di Milano (2)	Cotée	6,60%	134	(49)	6,60%	189	(57)
CMCIC Asset Management	Non coté	23,54%	12		23,53%	11	
Alternative Gestion SA Genève	Non coté	62,00%			62,00%		
Total			1 443	7		1 446	51

(1) y compris l'écart d'acquisition de 54 millions d'euros.

(2) Le résultat négatif de Banca Popolare di Milano à hauteur de (49) millions d'euros, comprend une dépréciation de (32) millions d'euros sur cette participation.

Banca Popolare di Milano S.C.a.r.l ou « BPM »

L'investissement dans BPM a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012. Au 30 juin 2013, les paramètres du test ont été mis à jour.

Il en ressort une valeur d'utilité de 40 centimes par action. Cette valeur était de 62 centimes au 31 décembre 2012. Cette variation de valeur a amené un complément de dépréciation de 32 millions d'euros, de sorte que l'investissement représente une valeur de 85 millions d'euros à l'actif du bilan.

Sa quote-part de résultat de la période est de (17) millions d'euros, hors dépréciation.

Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 100bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 12.5%.

Pour mémoire, le cours de l'action BPM à la bourse de Milan était de 31 centimes à la clôture du 28 juin 2013 ce qui représente une valeur boursière de de l'investissement de 66 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique	44	1	(0)	(0)	45
Amortissements et dépréciations	(16)	(1)	0	0	(17)
Montant net	28	(0)	(0)	(0)	28

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est comparable à leur valeur comptable.

GROUPE CIC

NOTE 16 - Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Terrains d'exploitation	345	0	(0)	0	345
Constructions d'exploitation	2 435	30	(5)	(1)	2 459
Autres immobilisations corporelles	605	15	(17)	(1)	602
Total	3 385	45	(22)	(2)	3 406
Amortissements et dépréciations					
Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
Constructions d'exploitation	(1 363)	(57)	5	0	(1 415)
Autres immobilisations corporelles	(480)	(13)	11	0	(482)
Total	(1 843)	(70)	16	0	(1 897)
Montant net	1 542	(25)	(6)	(2)	1 509

NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	410	10	0	(3)	417
- Logiciels	96	3	(0)	(0)	99
- Autres	314	7	(0)	(3)	318
Total	410	10	0	(3)	417
Amortissement et dépréciation					
Immobilisations générées en interne	(0)	0	0	0	(0)
Immobilisations acquises	(173)	(10)	0	1	(183)
- Logiciels	(50)	(6)	0	0	(56)
- Autres	(123)	(4)	0	1	(126)
Total	(173)	(10)	0	1	(182)
Montant net	237	0	(0)	(2)	235

NOTE 18 - Ecarts d'acquisition

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	Clôture
Ecarts d'acquisition brut	88	0	0	(2)	86
Dépréciations	0	0	0	0	0
Ecart d'acquisition net	88	0	0	(2)	86

(1) Les autres variations résultent de la variation des taux de change.
Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Banque Transatlantique	6				6
Banque Pasche	56			(2)	54
Transatlantique Gestion	5				5
CMCIC Investissement	21				21
Total	88	0	0	(2)	86

NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 19 - Banques centrales

Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012
Banques centrales	358	343
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	4 151	846
Autres dettes (1)	47 803	54 459
Pensions	1 416	1 937
Dettes rattachées	135	163
Total	53 505	57 405

(1) Dont 40 716 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM au 30 juin 2013 et 45 731 millions d'euros au 31 décembre 2012

NOTE 20 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	31.12.2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 869	7 184
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	19 006	19 509
Total	29 875	26 693

NOTE 20a - Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2013	31.12.2012
Vente à découvert de titres		
- Effets publics	4	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 407	1 048
- Actions et autres titres à revenu variable	578	458
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments dérivés de transaction	7 839	5 169
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 041	509
- Dont dettes sur titres empruntés	1 041	509
Total	10 869	7 184

NOTE 20b - Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
Titres émis	332	332	0	25	25	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Dettes interbancaires (1)	17 727	17 726	1	18 880	18 877	3
Dettes envers la clientèle (1)	947	947	(0)	604	604	(0)
Total	19 006	19 005	1	19 509	19 506	3

(1) La valeur comptable des dettes représentatives des titres donnés en pension s'élève à 18 318 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 18 963 millions d'euros au 31 décembre 2012.

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

NOTE 21 - Dettes envers la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes d'épargne à régime spécial		
- A vue	26 685	25 652
- A terme	7 735	7 569
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	334	3
Sous-total	34 754	33 224
Comptes à vue	38 982	38 488
Comptes et emprunts à terme	33 487	35 899
Pensions	232	186
Dettes rattachées	364	365
Sous-total	73 065	74 938
Total	107 819	108 162

GROUPE CIC

NOTE 22 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2013	31.12.2012
Bons de caisse	155	162
TMI & TCN	15 788	15 339
Emprunts obligataires	1 300	1 439
Dettes rattachées	85	76
Total	17 328	17 016

NOTE 23 - Compte de régularisation et passifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	383	150
Comptes d'ajustement sur devises	61	5
Charges à payer	604	559
Produits constatés d'avance	484	462
Comptes de régularisation divers	6 278	7 015
Sous-total	7 810	8 191
Autres passifs		
Comptes de règlement s/opérations sur titres	202	72
Versements restant à effectuer sur titres	91	100
Créditeurs divers	1 082	1 440
Sous-total	1 375	1 612
Total	9 185	9 803

Les commentaires sont présentés note 13.

Les comptes d'ajustement sur devises correspondent aux écarts de change sur les opérations de change à terme .

NOTE 24 - Provisions

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques de contrepartie						
Sur engagements par signature	101	21	(4)	(16)	0	102
Provision pour risque sur créances diverses	13	2	(1)	(0)	(0)	14
Provisions pour risques hors risques de contrepartie						
Provisions pour charges de retraite	211	9	(2)	(0)	(0)	218
Provisions pour litiges	34	1	(1)	(2)	(0)	32
Provision pour épargne logement	20	0	(0)	(2)	0	18
Provision pour impôt	50	3	(8)	(3)	(0)	42
Provisions pour éventualités diverses	259	7	(1)	(6)	2	261
Autres provisions (1)	246	39	(0)	(8)	(0)	277
Total	934	82	(17)	(37)	2	964

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 249 millions d'euros.

Note 24a - Engagements de retraite et avantages similaires

Il a été décidé d'appliquer par anticipation le texte IAS19R à partir du 1er janvier 2012.

Cela a eu un impact sur les engagements de retraite à prestations définies et plus précisément sur les indemnités de fin de carrière.

Les impacts sur les régimes surcomplémentaires de retraite fermés ont été estimés être négligeables.

Impacts de la première application

	2012.06 publié	Impacts de première application	2012.06 retraité
Bilan			
Capitaux propres - Part du groupe			
Réserves consolidées	8 217	(8)	8 209
Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	(613)	(44)	(657)
Résultat de l'exercice	374	21	395
Compte de résultat			
Charges de personnel	(894)	33	(861)
Impôts sur les bénéfices	(178)	(12)	(190)
Résultat net	392	21	413
Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0	(18)	(18)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	342	(18)	324
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	734	3	737

	Ouverture retraîtée	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	102	(0)	(0)	(0)	102
Compléments de retraite	51	1	(1)	0	51
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	32	0	0	0	32
Sous-total	185	1	(1)	(0)	185
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite					
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (1)	26	8	(1)	(0)	33
Sous-total	26	8	(1)	(0)	33
Total	211	9	(2)	(0)	218

(1) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

NOTE 25 - Dettes subordonnées

	30.06.2013	31.12.2012
Dettes subordonnées	157	276
Emprunts participatifs	153	152
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 107	2 107
Autres dettes	907	905
Dettes rattachées	13	19
Total	3 337	3 459

Dettes subordonnées représentant plus de 10% du total des dettes subordonnées au 30.06.2013

Emetteurs	Date d'émission	Montant d'émission	Devise	Taux	Échéance	Possibilité de remboursement anticipé	Conditions d'un remboursement anticipé
TSR	19.07.01	300 M€	EUR	a	19.07.2013		
TSR	30.09.03	350 M\$	USD	b	30.09.2015		
Emprunt participatif	28.05.85	137 M€	EUR	c	d		
Titres super subordonnés	30.06.06	400 M€	EUR	e			
Titres super subordonnés	30.06.06	1 100 M€	EUR	f			
Titres super subordonnés	30.12.08	500 M€	EUR	g			

a Taux Euribor 3 mois + 89.5 points de base

b Taux Libor USD 6 mois + 55 points de base

c Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2

d Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures

e Taux Euribor 6 mois + 167 points de base

f Taux Euribor 6 mois + 107 points de base les dix premières années, puis de Euribor 6 mois + 207 points de base

g Taux variable Euribor 3 mois + 665 points de base

a, b, e, f et g : souscrits par les entités mère, la BFCM et la CFCM

Le paiement du coupon des titres super subordonnés (TSS) ne peut être suspendu que dans des situations prédéfinies qui ne sont pas à la discrétion de l'émetteur. Ils sont des instruments financiers de passif.

NOTE 26a - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2013	31.12.2012
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
Ecarts de conversion	36	41
Actifs disponibles à la vente		
Actions		
- Plus values latentes ou différées	104	112
- Moins values latentes ou différées	(22)	(21)
Obligations		
- Plus values latentes ou différées	896	1 004
- Moins values latentes ou différées	(1 237)	(1 433)
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(52)	(52)
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	(13)	(20)
Biens immobiliers (IAS 16)		
Quote part des gains ou pertes latents des sociétés mises en équivalence	115	119
Total	(173)	(250)
Gains ou pertes latents ou différés		
Part du groupe	(182)	(261)
Part des intérêts minoritaires	9	11
Total	(173)	(250)

* Soldes net d'impôt.

NOTE 26b - Informations complémentaires relatives aux variations des gains ou pertes latents ou différés

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2013	31.12.2012
Ecarts de conversion		
Reclassement vers le résultat		
Autres mouvements	(3)	(2)
Sous-total	(3)	(2)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Reclassement vers le résultat	4	11
Autres mouvements	75	718
Sous-total	79	729
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	(0)	(3)
Autres mouvements	7	1
Sous-total	7	(2)
Réévaluation des immobilisations	0	0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0	(52)
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	(5)	101
Total	78	774

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2013			31.12.2012		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	(3)		(3)	(2)		(2)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	115	(36)	79	1 054	(325)	729
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	9	(2)	7	(2)	0	(2)
Réévaluations des immobilisations			0			0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0	(0)	0	(75)	23	(52)
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en é	(5)		(5)	101		101
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	116	(38)	78	1 076	(302)	774

NOTE 27 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2013	31.12.2012
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	736	893
Engagements en faveur de la clientèle	24 446	23 510
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 293	1 274
Engagements d'ordre de la clientèle	11 861	11 580
	30.06.2013	31.12.2012
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 692	6 105
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	28 127	28 334

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 28 - Intérêts et produits/charges assimilés

	30.06.2013		30.06.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	313	(393)	374	(1 094)
Clientèle	3 473	(1 965)	3 628	(2 053)
- Dont location financement	1 328	(1 175)	1 340	(1 175)
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0		0	
Instruments dérivés de couverture	18	(140)	92	(277)
Actifs financiers disponibles à la vente	83		176	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1		1	
Dettes représentées par un titre		(99)		(126)
Dettes subordonnées		(27)		(35)
Total	3 888	(2 624)	4 271	(3 585)

NOTE 29 - Commissions

	30.06.2013		30.06.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	(1)	2	(1)
Clientèle	409	(4)	367	(4)
Titres	238	(15)	225	(12)
Instruments dérivés	1	(2)	2	(2)
Change	10	(1)	7	(1)
Engagements de financement et de garantie	3	(6)	3	(5)
Prestations de services	461	(209)	457	(210)
Total	1 124	(238)	1 063	(235)

	30.06.2013	30.06.2012
Commissions sur actifs et passifs financiers qui ne sont pas en juste valeur par résultat (incluant les comptes à vue)	432	390
Commissions de gestion pour compte de tiers	204	193

NOTE 30 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	30.06.2012
Instruments de transaction	(111)	655
Instruments à la juste valeur sur option (1)	65	95
Inefficacité des couvertures	2	(46)
Résultat de change	13	18
Total des variations de juste valeur	(31)	722

(1) dont 58 millions d'euros provenant de l'activité de capital développement.

NOTE 30a - Inefficacité des couvertures

	30.06.2013	30.06.2012
Variation de juste valeur des éléments couverts	(851)	161
Variation de juste valeur des couvertures	853	(207)
Total de l'inefficacité des couvertures	2	(46)

L'inefficacité du 1er semestre 2012 est due pour (48) millions d'euros, à un changement de courbe, courbe OIS contre précédemment courbe euribor, utilisée pour l'actualisation des swaps collatéralisés en espèces.

NOTE 31 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013				30.06.2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		95	0	95		(38)	0	(38)
Actions et autres titres à revenu variable	1	1	(0)	2	(0)	(0)	(0)	0
Titres immobilisés	28	43	(0)	71	40	(7)	19	52
Autres	0	1	0	1	0	(1)	0	(1)
Total	29	140	(0)	169	40	(46)	19	13

NOTE 32 - Produits/charges des autres activités

	30.06.2013	30.06.2012
Produits des autres activités		
Immeubles de placement	0	0
Charges refacturées	11	11
Autres produits	51	51
Sous-total	62	62
Charges des autres activités		
Immeubles de placement	(1)	(1)
Autres charges	(51)	(82)
Sous-total	(52)	(83)
Total	10	(21)

NOTE 33 - Charges générales d'exploitation

	30.06.2013	30.06.2012
Charges de personnel	(893)	(894)
Autres charges	(565)	(546)
Total	(1 458)	(1 440)

NOTE 33a - Charges de personnel

	30.06.2013	30.06.2012
Salaires et traitements	(527)	(529)
Charges sociales (1)	(236)	(265)
Avantages du personnel	0	0
Intéressement et participation des salariés	(46)	(41)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	(84)	(59)
Autres	0	(0)
Total	(893)	(894)

(1) dont un produit de 8 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce montant correspond à 4% des salaires éligibles au dispositif au 30 juin 2013.

NOTE 33b - Effectifs moyens (en équivalent temps plein)

	30.06.2013	30.06.2012
Techniciens de la banque	11 353	11 851
Cadres	8 978	8 906
Total	20 331	20 757
Ventilation par pays		
France	18 825	19 218
Etranger	1 506	1 539
Total	20 331	20 757

NOTE 33c - Autres charges administratives

	30.06.2013	30.06.2012
Impôts et taxes	(95)	(64)
Services extérieurs	(480)	(493)
Refacturation de charges	11	11
Autres charges diverses	(1)	(0)
Total	(565)	(546)

NOTE 34 - Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2013	30.06.2012
Amortissements :		
Immobilisations corporelles	(70)	(73)
Immobilisations incorporelles	(10)	(10)
Dépréciations :		
Immobilisations corporelles	0	0
Immobilisations incorporelles	(0)	(0)
Total	(80)	(83)

NOTE 35 - Coût du risque

	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total	30.06.2012
Etablissements de crédit	(0)	18	(1)	(0)	0	17	1
Clientèle							
- Location financement	(3)	4	(2)	(1)	0	(2)	(3)
- Autres clientèle	(325)	326	(127)	(11)	5	(132)	(125)
Sous-total	(328)	348	(130)	(12)	5	(117)	(127)
Actifs détenus jusqu'à maturité	(3)	0	(0)	0	0	(3)	0
Actifs disponibles à la vente	(1)	0	(8)	(23)	15	(17)	(56)
Autres dont engagements de financement et de garantie	(26)	21	(2)	(1)	0	(8)	8
Total	(358)	369	(140)	(36)	20	(145)	(175)

NOTE 36 - Gains ou pertes nets sur autres actifs

	30.06.2013	30.06.2012
Immobilisations corporelles & incorporelles		
Moins-values de cession	(1)	(3)
Plus-values de cession	2	11
Total	1	8

NOTE 37 - Impôt sur les bénéfices

	30.06.2013	30.06.2012
Charges d'impôt exigible	(170)	(173)
Charges et produits d'impôt différé	(31)	(5)
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(0)	0
Total	(201)	(178)

Dont (153) millions d'euros au titres des sociétés situées en France et (48) millions d'euros pour les sociétés hors France.

NOTE 38 - Résultat par action

	30.06.2013	30.06.2012
Résultat net part du Groupe	419	374
Nombre d'actions à l'ouverture	37 797 752	37 797 752
Nombre d'actions à la clôture	37 797 752	37 797 752
Nombre moyen pondéré d'actions	37 797 752	37 797 752
Résultat de base par action en euros	11,08	9,90
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action en euros	11,08	9,90

Le capital social du CIC est de 608.439.888 euros, divisé en 38.027.493 actions de 16 euros de nominal, dont 229.741 titres auto-détenus.

NOTE 39 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2013		31.12.2012	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Actif				
Prêts, avances et titres				
- Prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	0	12 181	0	11 752
- Prêts et créances sur la clientèle	24	28	0	32
- Titres	0	15	0	0
Actifs divers	0	49	3	56
Total	24	12 273	3	11 840
Passif				
Dépôts				
- Dettes envers les établissements de crédit	0	44 263	0	47 166
- Dettes envers la clientèle	261	49	255	40
Dettes représentées par un titre	678	0	940	0
Dettes subordonnées	0	3 077	1	3 076
Passifs divers	0	17	0	17
Total	939	47 406	1 196	50 299

Engagements de financement et de garantie

Engagements de financement donnés	0	7	0	0
Engagements de garantie donnés	0	67	0	76
Engagements de financement reçus	0	5 950	0	5 850
Engagements de garantie reçus	0	2 351	0	2 382

(1) dont un PSDI de 750 millions d'euros avec la BFCM

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2013		30.06.2012	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Intérêts reçus	0	100	0	121
Intérêts versés	(2)	(258)	(8)	(448)
Commissions reçues	187	13	183	19
Commissions versées	0	(63)	0	(61)
Autres produits et charges	50	81	1	25
Frais généraux	(31)	(171)	(30)	(166)
Total	204	(298)	146	(510)

L'entreprise mère est constituée de la BFCM, actionnaire majoritaire du CIC, de la caisse fédérale de crédit mutuel (CFCM), entité contrôlant la BFCM et de toutes leurs filiales.

Les relations avec l'entreprise mère sont principalement composées de prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie, la BFCM étant l'organisme de refinancement du groupe et des prestations informatiques facturées avec les entités Euro-Information.

Les entreprises consolidées par la méthode de mise en équivalence sont : CM-CIC Asset Management, le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel et Banca Popolare di Milano.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Crédit Industriel et Commercial

CIC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Crédit Industriel et Commercial CIC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du CIC, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Agnès Hussherr

ERNST & YOUNG et Autres



Olivier Durand

7- Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Sur le site cic.fr, rubrique « actionnaires et investisseurs »

Sur le site de l'AMF.

Responsables de l'information

Hervé Bressan – directeur financier

Téléphone : 01 45 96 81 90

herve.bressan@cic.fr

Bruno Bouchiquan – responsable de la communication

Téléphone : 01 53 48 62 09

bruno.bouchiquan@cmcic.fr